

F. Balace et C. Dupont

LES « ANCIENS » ET LE ROI

FACTEURS DE COHÉSION ET DE DIVERGENCE 1945-1950

Jusqu'il y a peu, l'histoire des mouvements d'anciens combattants et de leur influence, directe ou indirecte, dans la vie politique belge était singulièrement négligée par la recherche historique (1).

Le présent exposé sera consacré, sous une forme très résumée, aux réactions de ces milieux anciens combattants, et d'une composante nouvelle les organisations d'anciens résistants, à « l'affaire royale » qui déchira la Belgique jusqu'en 1950. Nous nous sommes surtout attachés à montrer comment les prises de position et les manifestations d'opinion découlent moins de la réalité objective des faits que d'un souci de cohésion, de maintien d'une unité ou d'un conformisme, ce qui conduira d'ailleurs anciens combattants de l'armée régulière et anciens résistants à des attitudes opposées, avec dans leurs franges marginales quelques secteurs qui se démarqueront de l'ensemble. Nous avons également voulu souligner combien le « souvenir collectif », la fidélité à une certaine conception de la fraternité d'armes a été le moteur de ralliements ou de prises de distance spectaculaires. La propagande royaliste préparatoire à la Consultation Populaire du 12 mars 1950 utilisera avec habileté le fait que la Constitution fait du Souverain le commandant en chef de l'Armée, et qu'il est impossible de séparer la défense de la conduite de celle-ci au cours de la campagne des Dix-Huit Jours de l'apologie de son Haut-Commandement, et, partant, du Roi Léopold. Les efforts similaires entrepris pour obtenir quelques ralliements ou quelques satisfecits venant de milieux résistants n'auront que peu de résultats, le « souvenir collectif », le souci de défense d'un passé commun ou d'une unité à préserver conduisant à la stricte neutralité dans le conflit *politique* ou même à l'hostilité (2).

(1) Voir Alain COLIGNON, *Les Mouvements d'Anciens Combattants à Liège. Le milieu et les hommes (1918-1923)*, mémoire de licence, Université de Liège, 1980-1981 et *Les Anciens Combattants en Belgique francophone 1918-1940*, in-4°, Liège, 1984; Colonel LOUVAU, *Histoire de l'U.F.A.C.*, dans *L'Union-De Eendracht*, mars-avril et mai-juin 1980.

(2) Colette DUPONT, *Les Mouvements Léopoldistes 1945-50. Organisation et Action*, mémoire de licence, Université de Liège, 1983-84, p. 561-721.

Pour comprendre la période 1944-1950, il est indispensable de rappeler — très brièvement — la situation antérieure. Au sortir de l'armistice de 1918, d'innombrables associations s'étaient formées pour défendre les « droits » des anciens de la Grande Guerre. De la masse émergèrent bientôt de grandes associations revendicatives comme la F.N.I. (*Fédération Nationale des Invalides*), l'U.N.O.I.G. (*Union Nationale des Officiers Invalides de Guerre*) et surtout la F.N.C. (*Fédération Nationale des Combattants*) qui comptera plus de 100.000 membres à la veille de 1940. Les débuts de la F.N.C. avaient connu quelques remous : décision — temporaire — de ne pas admettre dans ses rangs les anciens officiers, manifestations tapageuses devant le Parlement, soutien d'un éphémère et fort démagogique *Parti des Combattants* qui disparut en 1925. Vers 1930, la F.N.C., assagie et solidement implantée, était devenue une institution quasi nationale qui proclamait sa neutralité absolue en matière politique et s'attachait avant tout à la recherche d'avantages matériels pour ses nombreux membres. Ses détracteurs lui reprochaient de chercher le nombre plutôt que la qualité en groupant indistinctement tous les « combattants » y compris ceux qui, affectés aux services de l'arrière, n'avaient jamais vu le feu. La réaction prit la forme de l'U.F.A.C. (*Union des Fraternelles de l'Armée de Campagne*) qui naquit en 1929 du regroupement des associations régimentaires « de l'avant ». Pour les « purs », il ne suffit pas d'avoir été au feu, il faut avoir séjourné longtemps sur le front, douze mois au moins pour être titulaire de la « carte du feu ». Fondateur des *Pionniers de la Victoire*, l'avocat Edouard-Lucien Cox réussira à faire instituer le 6 février 1934 une *Croix du Feu* par le Roi Albert, décoration officielle dont les porteurs se regroupent en une *Fédération Nationale des Croix du Feu* (F.N.C.F.) créée le même jour. En transformant en décoration les revendications de « ceux de l'avant », le Souverain a désamorcé les initiatives des imitateurs belges des turbulents *Croix de Feu* du Colonel de la Rocque qui font vaciller la République ce même 6 février 1934...

Il convient aussi de signaler l'importance des lois de milice belges d'avant 1914 et l'instauration tardive du service militaire personnel dans l'orientation politique de certaines organisations. Les volontaires de guerre se recrutent presque exclusivement dans les rangs de la jeunesse estudiantine, de la bourgeoisie, de l'aristocratie, milieux pouvant avant 1909 échapper aisément à l'incorporation. Leurs qualités intellectuelles, leur patriotisme indéniable les font rapidement admettre dans les cadres auxiliaires puis de réserve qui faisaient défaut à l'armée belge. Le populisme chrétien que beaucoup d'entre eux professaient avant guerre se teinta dans les tranchées d'un nationalisme agressif et, une fois la paix revenue, ils seront, dans leur recherche d'un « Ordre » et d'une doctrine absolue, la pépinière où se recruteront les cadres des mouvements et ligues nationalistes belges. Via les rêves d'une « Grande Belgique » du *Comité de Politique Nationale* et de l'*Action Nationale* de Nothomb, les groupes et ligues se réclamant plus ou moins ouvertement du maurrassisme (*Jeunesse Nouvelle, Pour l'Autorité*, etc...), on retrouvera cette frange du monde ancien

combattant à la tête des mouvements qui au début des années 30 se réclament d'un « fascisme à la belge », violemment anti-allemand mais italophile, un « fascisme de chefs de peloton » fort semblable au romantisme guerrier des *arditi* ⁽³⁾. Parallèlement, l'inquiétude suscitée par le patriotisme cocardier, l'anti-locarnisme mais aussi le belgicisme violent de la plupart des mouvements d'anciens combattants entraînera par réaction la création d'une part des A.C.S. (*Anciens Combattants Socialistes*) qui prônent la réconciliation avec la « bonne Allemagne » de Weimar, de l'autre des V.O.S. (*Vlaamse Oud-Strijders*) qui suivront le mouvement nationaliste flamand dans toutes ses vicissitudes idéologiques, du pacifisme... à la collaboration.

Après la mort du Roi Albert, la question du loyalisme dynastique ne se pose pas. Bien plus, sous l'influence des événements de France de 1934 à 1936, des craintes suscitées par ceux d'Espagne, des dirigeants anciens combattants — et non des moindres — prônent ouvertement « la Dictature royale, cette formule idéale qui ne fait plus trembler que les lâches et les utopistes » ⁽⁴⁾. Anti-parlementarisme et anti-marxisme se conjuguent pour entraîner le Colonel Louvau, président de l'U.F.A.C., et son secrétaire général le Vicomte Roger Le Sergeant d'Hendecourt, à jeter les plans d'un « putsch préventif » en cas d'installation d'un Front Populaire à Bruxelles, putsch dont les acteurs seraient des « contingents sacrificiels » d'anciens combattants U.F.A.C. et *Croix du Feu*, les milices du mouvement fascistoïde mais hyper-patriote *Légion Nationale*, certains secteurs de l'armée et de la gendarmerie. Après la victoire électorale rexiste de 1936, Degrelle essaiera d'utiliser à son profit les rassemblements d'anciens combattants qui devaient avoir lieu à Bruxelles le 25 octobre 1936. Courant plusieurs lièvres à la fois, Degrelle conclut le 6 octobre un accord politique avec les nationalistes flamands du V.N.V., accord dont la révélation indignera les anciens combattants royalistes et belgicistes. S'estimant roulés par Degrelle, ils lâcheront les rexistes qui, séparés des manifestations de masse des anciens combattants par d'imposantes forces de gendarmerie, s'égailleront en échauffourées plus ridicules que dangereuses pour l'ordre démocratique ⁽⁵⁾.

(3) Francis BALACE, *Pierre Nothomb et les autres nationalistes belges 1924-1930*, dans *Pierre Nothomb et le nationalisme belge (Cahiers de l'Académie Luxembourgeoise, n° 8, Arlon, 1980)*, p. 62-78 et *Fascisme et catholicisme politique dans la Belgique francophone de l'entre deux guerres*, dans *Handelingen van het XXXIIIe Vlaams Filologencongres Leuven 17-19 april 1979*, in-8°, 1981, p. 146-164; Jean BEAUFAYS, *Aspects du nationalisme belge au lendemain de la grande guerre*, dans *Annales de la Faculté de Droit de l'Université de Liège*, 1971/1-2, p. 105-171; Guy DELMOTTE, *La Légion Nationale 1922-1942*, mémoire de licence, Université Libre de Bruxelles, 1964-65; COLIGNON, *Les Anciens Combattants...*, p. 95-155.

(4) *L'Union*, 1^{er} février 1935, p. 1, c. 1.

(5) Sur cette affaire du 25 octobre 1936, voir Walter DE BOCK, « 25 octobre 1936 » dans *L'Extrême-Droite et l'Etat*, in-8°, Berchem-Bruxelles, 1981, p. 11-57; Maurice DE WILDE, *L'Ordre Nouveau*, in-8°, Paris-Gembloux, 1984, p. 43; Jean-Michel ETIENNE, *Le Mouvement Rexiste jusqu'en 1940*, in-8°, Paris, Cahiers de la Fondation Nationale des Sciences

Dès 1937, la situation avait considérablement évolué et le monde des « anciens » était perturbé, non plus par la tentation d'extrême-droite ou le rexisme en perte de vitesse depuis avril 1937, mais par un projet de loi restituant les droits politiques aux anciens « activistes » de 14-18. En dépit de violentes campagnes de presse, le projet devient loi le 11 juin 1937 et, monarque constitutionnel, Léopold III y appose sa signature... Aussitôt, U.F.A.C. et *Croix du Feu* entrent en effervescence, manifestent et, pour la première fois, la personne royale est mise en cause par des slogans comme « nous regrettons Albert Ier ». Pour calmer les débuts d'émeute, le Roi reçut à deux reprises des délégations d'A.C. (en accord du reste avec le Gouvernement Van Zeeland) et justifie son rôle purement constitutionnel. Le calme se rétablit, « le nom du Roi importe peu, c'est le Roi ». Si nous avons rappelé ces incidents -qui se renouvelleront en 1939 à propos de « l'affaire Martens»-, c'est parce qu'ils ont laissé des traces et qu'après 1945 les adversaires du Roi y trouveront un terrain tout préparé pour tenter de dissocier les organisations de vétérans de leur loyalisme traditionnel. « Le Roi a été courageux, mais il a entamé une partie de son capital. C'est un geste qu'on ne doit pas répéter trop souvent ⁽⁶⁾ ».

Au début 1939 éclatait « l'affaire Martens ». Ex-« activiste » condamné, le Dr. Adriaan Martens avait été nommé à l'Académie flamande de Médecine. Cette nomination avait été annoncée avant même d'être signée par le Souverain et ce n'est pas ici le lieu d'insister sur l'importance de l'incident dans la détérioration des rapports entre le Roi et ses Ministres, qui culminera dans la célèbre lettre du 6 mars 1939 à Hubert Pierlot. Comme en mai 1937, les A.C. entrent en ébullition, envahissent la zone neutre, se livrent à des voies de fait sur Paul-Henri Spaak. Des rumeurs circulent attribuant au Roi la responsabilité de la désignation de Martens. Mais par ses vertes semonces au personnel politique, par son allusion dans sa lettre ouverte du 6 mars « à l'exemple de nos vaillants soldats », Léopold III récupère son prestige auprès des anciens, dont la fronde se matérialisera seulement par l'élection de Jules Leselliers en avril 1939 comme député d'un nouveau *Parti des Combattants* belgiciste et royaliste.

En perte de vitesse, accusé de connivences avec l'Allemagne, le parti rexiste avait tenté d'utiliser l'affaire Martens pour se refaire une virginité patriotique, courtisant les anciens combattants mais se coupant en même temps de son aile flamande ⁽⁷⁾. De 1937 à 1939, Degrelle ne cesse pas ses

Politiques, n° 165, 1968, p. 119-122 ainsi que des documents inédits provenant de la *Légion Nationale* (documentation F. Balace).

(6) COLIGNON, *Les Anciens Combattants...*, p. 155-165; Comte CAPELLE, *Au Service du Roi, t. I, Bruxelles, 1949*, p. 241-245 et *Dix-huit ans auprès du Roi Léopold*, in-8°, Paris, 1970, p. 95.

(7) COLIGNON, *op. cit.*, p. 168-174; *Recueil de Documents établi par le Secrétariat du Roi concernant la période 1936-1949*, n° 5 et 6 (p. 15-25); J.M. ETIENNE, *op. cit.*, p. 158-161) Philippe THAYSE, *Le Parti Rexiste aux élections de 1939*, mémoire de licence, Université Libre de Bruxelles, 1973-74, p. 93-100.

appels du pied dont le principal résultat est l'éclatement en 1938 de la F.N.C.F. en deux branches rivales, la *Fédération Nationale* de Cox et l'*Union Nationale des Croix du Feu* dirigée par Valmy Stassart, pharmacien à Jumet. A la base de la scission, l'accord Rex-V.N.V. que Degrelle avait théâtralement soumis à l'approbation de Cox, institué par lui juge en patriotisme. Du coup, Stassart et d'autres comitards donnèrent avec éclat leur démission. Les raisons n'en sont pas claires et alimenteront la polémique pendant des décennies : pour l'*Union*, ils sont partis parce que Cox favorisait Rex, pour la *Fédération* parce que Cox, après avoir approuvé l'accord revenait sur son jugement et le désavouait à la suite de pressions politiques. Nouvelles divergences lors des événements de mai 1937 : Cox ne soutient qu'à demi les manifestations contre l'amnistie alors que Stassart est à la tête des émeutiers. Nouveau renversement en 1939 quand Stassart et l'*Union*, séduits par la démagogie degrellienne dans l'affaire Martens, auront avec Rex un flirt prolongé. Bref, membres de l'*Union* et de la *Fédération* se regardent de travers et s'épient : que l'une prenne une position, et aussitôt l'autre l'imité avec surenchère ou prend le contrepied. L'affaire royale de 1945-50 ne sera pas exempte de ce type d'affrontement entre *Croix du Feu* ⁽⁸⁾.

Toujours dans le souci d'expliquer les positions d'après 1945, il convient aussi de rappeler qu'une fois passé l'engouement pour le « coup de balai » promis par Degrelle, les milieux anciens combattants, à l'instar de certaines sphères de l'armée active « revenaient, avec dégoût mais faute de mieux, aux anciens partis ⁽⁹⁾ ». Parmi ceux-ci, par son opposition à l'amnistie, par ses campagnes pour la défense à outrance aux frontières, par la présence de son leader Albert Devèze au Ministère de la Défense Nationale, le Parti Libéral avait particulièrement « l'oreille » des milieux anciens combattants et cocardiers. La tradition remontait aux campagnes antimilitaristes des catholiques au XIX^e siècle, au poids de plus en plus prépondérant de l'aile flamande du parti catholique après 1918. Pour beaucoup d'ailleurs, Cox

(8) Tout le contentieux F.N.C.F./U.N.C.F. fut étalé dans *Le Phare-Dimanche* de mai à août 1949 (8-V-49, p. 2, c. 5-7; 15-V-49, p. 2, c. 6-8; 22-V-49, p. 4, c. 6-7; 29-V-49, p. 2, c. 6-8; 12-VI-49, p. 2, c. 1-4; 19-VI-49, p. 2, c. 1; 10-VII-49, p. 9, c. 1-4; 24-VII-49, p. 2, C. 2-4; 14-VIII-49, p. 2, c. 7-8).

(9) Colonel BEM Emile GILBERT (ancien Chef de Cabinet au Ministère de la Défense Nationale, mort en déportation), *L'Armée dans la Nation. L'entre-deux-guerres en Belgique*, in-8°, Bruxelles, 1945 (réédité en 1941), p. 24 : « ... Ce programme séduisit nombre de personnes de toutes les classes et, à ses origines, éveilla des sympathies nombreuses parmi les membres de l'Armée. Présentant des doctrines basées sur un certain idéal, il réussit à faire choix comme représentants dans les assemblées législatives, d'une série d'anciens officiers de réserve ou de personnalités jouissant de l'estime et de la sympathie de leurs anciens compagnons d'armes. On put, à certaines périodes, constater des progrès évidents parmi les cadres, ce qui amena de chaudes interventions, notamment, du parti socialiste. Mais, en général, l'Armée s'en tint cependant à son attitude d'indifférence vis-à-vis de tous les partis quels qu'ils fussent, par suite de son sens du devoir et de son attachement à la Couronne. Dans la suite, on put observer que de nombreux sympathisants du mouvement rexiste s'en détachaient et revenaient, avec dégoût mais faute de mieux, aux anciens partis; toutefois, le rexisme avait perdu une partie qui semblait près d'être gagnée. Pour être équitable, reconnaissons que, dès son arrivée au Parlement, le parti soutint l'Armée en toute occasion... »

passait pour « l'homme de paille de Devèze » ⁽¹⁰⁾. Après 1945, la position tantôt d'expectative, tantôt de franche hostilité des libéraux envers le Roi, le fait que depuis la Libération la Défense Nationale ait été confiée à des ministres libéraux (hormis le long intermède du « technicien » Defraiteur) ne furent probablement pas sans influencer la répugnance des mouvements d'anciens combattants à manifester ouvertement leur soutien au Roi.

Après la capitulation du 28 mai 1940, les associations d'anciens combattants vont, *instinctivement*, prendre la défense du Roi et certaines seront mêlées aux projets de monarchie autoritaire et corporative qui, pendant les premiers mois de l'occupation, apparaissent à beaucoup comme la panacée devant à la fois guérir des séquelles d'un régime parlementaire que l'on croit défunt, et, surtout, prévenir les conséquences de la *Flamenpolitik* de l'occupant et des vaticinations de ses séides en préservant l'unité belge. Il serait ici trop long de décrire par le menu ces différents projets qui finiront d'ailleurs par entraîner leurs protagonistes dans le camp de la résistance active ⁽¹¹⁾.

Au début de l'été 40, l'U.F.A.C. diffuse un manifeste dénonçant « les errements politiques du passé » et exigeant que les « limogeards » insulteurs du Roi soient bannis des fonctions publiques. Sa filiale la COFAG (*Confédération des Fraternelles d'Après Guerre*, créée en 1936 pour grouper les miliciens du temps de paix dans le culte des vertus militaires et civiques) va plus loin et certaines sections travaillent à susciter un *Ordre National* autour du Roi tout en combattant l'action des Rexistes et du V.N.V. Le groupe de réflexion idéologique *Demain* du futur ministre P.S.C. et léopoldiste « de choc » Joseph Meurice travaille en liaison avec la COFAG, qui est en même temps en relations avec les « fascistes patriotes » et germanophobes de la *Légion Nationale* et l'ancien leader ancien combattant des années 20 Paul Hoornaert. Ce dernier réussira à signer des accords de coopération à la fois avec les Croix du Feu de la *Fédération Cox* et avec ceux de l'*Union de Valmy Stassart*. Il faut mettre sur pied « des formations de combat qui seront au service du Roi au moment venu ». Dans le même sens à la fois anti-allemand et autoritaire naissent de nouvelles organisations destinées aux anciens des Dix-Huit Jours : la *Fédération Nationale des Combattants 40* du Commandant BEM Guy Houchon, le *Bloc National Belge des Combattants* de Jean Englebert, etc...⁽¹²⁾.

(10) Voir la polémique F.N.C.F./U.N.C.F. et la correspondance de Paul Hoornaert (documentation F. Balace).

(11) Voir José GOTOVITCH, *L'opinion et le Roi 1940-1944*, dans *Res Publica*, XX/1, 1978, p. 85-98; Paul STRUYE, *L'évolution du sentiment public en Belgique sous l'occupation allemande. Documents pour servir à l'histoire de l'occupation allemande en Belgique*, in-8°, Bruxelles, 1945, p. 18-19 et 33 et les *Paragraphes inédits* de son manuscrit dans *Res Publica*, XX/1, p. 99-114; J. GERARD-LIBOIS et J. GOTOVITCH, *L'An 40*, in-8°, Bruxelles, 1971, p. 200-232; DE WILDE, *L'Ordre Nouveau*, p. 77-86; Walter DE BOCK, *Les plus belles années d'une génération. L'ordre nouveau en Belgique avant, pendant et après la seconde guerre mondiale*, in-8°, Berchem-Bruxelles, 1983, p. 170-176.

(12) Francis BALACE, *Psychologie de l'officier belge face à la défaite juin 1940-automne 1941*

Parallèlement, des officiers qui n'acceptent pas la défaite et se cherchent, mais joignent « rénovation nationale » et royalisme exacerbé à leur volonté de résistance, jettent les bases de regroupements qui, en 40-41, n'ont souvent de clandestins que le nom : la *Légion Belge* du Commandant Charley Claser, l'*Armée Belge Reconstituée* du Colonel Lentz, dont la fusion au printemps 1941 sera l'armature de la future *Armée Secrète* qui se considère comme la continuation de l'armée régulière ⁽¹³⁾.

Derrière cette prolifération d'organismes en apparence concurrents mais qui sont recrutés par des hommes aux buts généralement identiques et qui sont en tout cas du même monde, il y a un dénominateur commun, une sorte d'échangeur ou de plaque tournante : le *Rassemblement Moral des Anciens Combattants autour du Roi* dont le projet a été lancé le 15 septembre 1940 par un vieux soldat unanimement respecté le Lieutenant-Général Aloys Biebuyck, aide de camp d'Albert 1er et de Léopold III. Influencé par l'exemple de la *Légion Française des Combattants* créée le 29 août 1940, Biebuyck veut regrouper toutes les organisations en un mouvement unique animé par une *mystique* -le Roi-, une « force morale » qui permettra au Souverain de faire reconnaître son autorité et de résister aux tentatives de coup d'état des *subversifs* (Rex et V.N.V. d'une part, l'extrême-gauche de l'autre).

La progression du *Rassemblement* fut lente. En juin 1942, il se targuait d'avoir 177.561 membres, chiffre énorme mais illusoire qui n'était dû qu'à l'affiliation « en bloc » de grandes organisations (U.F.A.C., COFAG, U.N.O.I.G., *Mars et Mercure*, *Union Nationale des Officiers de Réserve*, A.O.C.), de fraternelles régimentaires et de sections locales de diverses fédérations d'anciens combattants. Les adhésions individuelles atteignaient le total plus modeste de 4.021 membres, dont plus du quart dans la province réputée « rouge » du Hainaut, ce qui s'explique par le désir des « anciens » royalistes de se regrouper dans une ambiance hostile. Une élite de « membres effectifs et fondateurs », 75 en octobre 1941, se compose de 18 généraux, 14 officiers supérieurs d'active ou de réserve, 26 officiers

dans *Actes du Colloque d'Histoire Militaire Belge (1830-1980)*, in-8°, Bruxelles, 1981, p. 339-361; correspondance de Paul Hoornaert, et *Historique de l'activité COFAG de 1940 à 1942*, manuscrit dactylographié (documentation F. Balace); Raymond VERLAINE, *Sans haine et sans gloire*, in-8°, Liège, 1945, p. 175-186.

(13) Sur l'histoire de l'*Armée Secrète*, voir *L'Armée Secrète. Ses Origines-Sa Mission 1940-1944*, in-8°, Bruxelles, s.l.n.d.; J. PIRE, *Le Statut de l'Armée Secrète*, in-4°, Bruxelles, 1960; L. DELEUZE, *Aperçu sur l'Armée Secrète, groupement militaire de Résistance Armée*, dans *Revue d'Histoire de la Deuxième Guerre Mondiale*, n° 31, 1958, p. 44-54 et surtout une série de mémoires de fin d'études de l'Ecole Royale Militaire, 101e Promotion, 1965 : Guy BASTIEN, *L'Armée Secrète. Commandement-Historique Général-Services-Réserve Mobile*, 2 vols.; Yvan CHALET, *Historique de la Zone I*; Noël CERFONT, *Historique de la Zone II*; Walter STRUYS, *Historique de la Zone III*, 2 vols.; Henry LAROY, *Historique de la Zone IV*; Roland LECOCQ, *Historique de la Zone V*, 2 vols.

subalternes, les autres, sous-officiers et soldats, étant repris en tant que présidents d'associations d'anciens combattants ⁽¹⁴⁾.

Derrière la figure symbolique du Général Biebuyck, le *Rassemblement* est en fait dirigé par Marcel De Roover, ancien officier d'active entré dans les affaires et devenu, à la *Brufina*, le bras droit du Baron de Launoit. Patriote sincère mais anticomuniste viscéral, De Roover voit dans son *Rassemblement* le paravent idéal à la constitution d'une force paramilitaire qui maintiendra l'ordre au départ des Allemands, par une « paix blanche » ou un débarquement allié. Ami du Vicomte Charles Terlinden, célèbre historien belgiciste et propagandiste d'une monarchie musclée devenu le maître à penser temporaire de la *Légion Belge* de Claser, De Roover voit dans le *Rassemblement Moral* ce que les premiers statuts de la L.B. appellent le *Mouvement Léopoldiste*, ⁽¹⁵⁾ face visible et officiellement anodine de l'organisation secrète armée et, par ses multiples contacts, fera de son *Rassemblement* le vivier de recrutement et le point de rencontre de la L.B., de l'A.B.R., de la *Légion Nationale*, du *Mouvement National Royaliste*, de *Demain* mais aussi de la mystérieuse *Phalange* de l'ex-sénateur rexiste Xavier de Hemricourt de Grünne qui, lui aussi, s'efforce depuis l'été 40 de regrouper des anciens combattants autour du Roi.

Rapidement, le *Rassemblement* va devenir un paravent commode à des activités clandestines. Parmi ses membres fondateurs ne trouve-t-on pas le Général Jules Pire, le Colonel Jules Bastin, Pierre Stasse, le Général Mozin, le Général Fernand Ley, etc... dont il est inutile de souligner le rôle de premier plan dans la direction de ce qui deviendra l'*Armée Secrète* ou d'autres réseaux. A Londres, le gouvernement belge et certains hommes politiques s'inquiètent beaucoup de l'hyper-royalisme des « groupements paramilitaires qui s'organisent en Belgique sous le nom de Gardes Blancs » et de leurs liaisons avec « les noyaux de l'ancienne armée ». Le malheureux Claser sera ostracisé et le Cabinet Belge ne reviendra sur ses préventions et ses méfiances qu'à partir de décembre 1942 ⁽¹⁶⁾.

(14) Sur le *Rassemblement Moral*, voir BALACE, *Psychologie...*, p. 348-349 et F. BALACE et C. DUPONT, *Le Rassemblement Biebuyck. De la mystique royale à la résistance. Quelques perspectives nouvelles* (sous presse).

(15) « Préambule » et « Ordonnance Générale n° 1 » de la *Légion Belge* (Bruxelles, Centre de Recherches et d'Etudes Historiques de la Seconde Guerre Mondiale (CERSGM), dossier 2R; BALACE, *Psychologie...*, p. 359, note 31.

(16) Voir surtout la note « L'Armée et la Politique » due au député socialiste wallon Truffaut et remise à C. Huysmans. Publiée in extenso dans Herman BALTHAZAR et GOTOVITCH, *Camille Huysmans. Geschriften en Documenten. Deel VII. C. Huysmans in Londen*, Amsterdam-Anvers, 1978, document n° 83, p. 157-163; G. de LOVINFOSSE, *Au Service de Leurs Majestés. Histoire secrète des Belges de Londres*, in-8°, Bruxelles, 1974, p. 142-145; BASTIEN, *op. cit.*, t.I, p. 30-35; Henri BERNARD, *Jean del Marmol, une grande figure de l'Armée Secrète*, in-12, Bruxelles, 1972, p. 25sq; CERSGM, Fonds Léo Lejeune, n° 58. En septembre 1943 encore, S.I.S. édita en collaboration avec des services belges un volumineux *Belgium and Luxembourg Handbook* qui, p. 114, n'hésitait pas à décrire une partie de la *Légion Belge* comme des « agents provocateurs manipulés par les services

Les autorités d'occupation et les polices allemandes avaient eu moins d'hésitations : interdiction dès avril 1941 des regroupements d'anciens des Dix-Huit Jours, décapitation de la *Légion Nationale* en septembre 1941, interdiction du *Rassemblement Moral* et d'autres organisations à caractère belgiciste fin juin 1942. Cette interdiction est liée à l'arrestation en mai de toute une série de personnalités compromises dans des activités clandestines ⁽¹⁷⁾. Marcel De Roover continuera à agir, cette fois au *Mouvement National Royaliste*, tandis que d'autres dirigeants joueront un rôle de premier plan à l'*Armée Secrète* à laquelle, via la *Légion Belge*, ils appartenaient parallèlement depuis les origines.

Le grand tournant a été pris au début de l'été 41 et les vues politiques autoritaires de l'automne 1940 se sont estompées : il faut hâter le départ de l'occupant et non plus se préparer à agir dans l'éventualité de son départ. En outre, la mystique royale, si forte en 1940, a mal supporté le double choc du remariage du Roi et de la publication par Xavier de Grünne de sa *Belgique Loyale* en août 1941, pamphlet semi-clandestin auquel on reproche de compromettre le Roi en lui prêtant des intentions dictatoriales et de diviser au lieu d'unir les anciens combattants par une germanophobie et une anglophobie égales qui ne correspondent plus à l'évolution du sentiment public.

Les milieux de la résistance de gauche, et une notable partie de la presse clandestine, y compris des organes aussi peu suspects de marxisme que la *Libre Belgique* clandestine et *La Voix des Belges*, s'en prirent violemment à la *Belgique Loyale*, dont certains attribuaient la paternité au *Rassemblement Moral*. Le Général Biebuyck se hâte de désavouer la brochure qui, à ses yeux, « salit l'Armée » mais l'accusation eut la vie dure et réapparut à diverses reprises après la guerre. De leur côté, certains clandestins socialistes ou nationalistes wallons avaient dénoncé avec virulence le climat visant « à instaurer une dictature militaire » qui régnait selon eux au *Bloc National*, à la *Fédération Houchon* et dans certaines fraternelles régimentaires ⁽¹⁸⁾.

allemands ». Pour la fin officielle du litige, voir l'ordre de mission du 30 décembre 1942 confiant au colonel BEM Jules Bastin le commandement de la résistance militaire clandestine (PIRE, *op. cit.*, p. 13-14; BASTIEN, t. II, 327-329, annexe V).

(17) Tätigkeitsbericht Nr. 16 (8 mai 1941) du Militärbefehlshaber für Belgien und Nordfrankreich; Paul Hoornaert, libéré mi-octobre 1941, fut réarrêté le 26 avril 1942. Le Colonel Lentz et Marcel De Roover furent arrêtés le 8 mai, le Professeur Mertens, du M.N.R., le 21 mai, Charles Terlinden et le Comte Xavier de Grünne début août 1942.

(18) Voir, entre autres, le *Monde du Travail* clandestin n° 1, 6, 26, 52 et 56; *Drapeau Rouge*, N° 11 (oct. 41); *La Meuse*, N° 2, 3, 4 (nov. 41-janv. 42); *La Voix des Belges*, 25-IX-41; *Wallonie Libre*, N° 21, 136, 145, 147, 150, etc... Le 14 avril 1942, le *Rassemblement Moral* participa à la tentative de *Front Patriotique* de Camille Joset et du Vice-Gouverneur Heenen pour coordonner les efforts et les vues de divers mouvements (*Légion Belge*, *Légion Noire*, *Pro Patria*, *Parti Belge*, M.N.R., M.N.B. et *Entente Nationale Belge*). Le chef de la F.N.C.F., Edouard-Lucien Cox, avait de son côté jeté avant de mourir en 1942, les bases d'une sorte de fédération de la résistance « de droite » (*Légion Belge*, M.N.R., *Légion Nationale* et *Organisation des Combattants*). Voir CERSGM, Fonds Léo Lejeune, n° 61 et 91.

Nous n'entrerons pas dans le détail des « passerelles » en tout sens qui existaient entre les mouvements anciens combattants et les organisations demandant que les pleins pouvoirs soient confiés au Roi à la Libération. De toute façon, à partir de l'automne 1941, ces velléités appartiennent au passé.

En mai 1945, le *Rassemblement Moral* prit l'initiative de diffuser un tract de soutien au Roi considéré comme symbole de la Résistance, ce qui lui valut les foudres du quotidien communiste *Le Drapeau Rouge*. De cette initiative sortira le *Comité de Défense Constitutionnelle*, devenu ensuite le *Groupement National Belge* voué à la propagande pour le retour du Roi Léopold III. Sur les plans national et local, les cadres du G.N.B./B.N.B. seront souvent ceux de l'ancien *Rassemblement Moral* et les fonctions en vue confiées à Liège, Namur, Tournai, Bruges, etc... à des dirigeants bien connus pour leurs activités dans les organisations d'anciens combattants 14-18 ou des Dix-huit Jours.

*
**

Cet héritage du passé devait être rappelé pour éclairer les contradictions apparentes des milieux anciens combattants de 1945 à 1950. Il faut effacer au plus tôt le souvenir de l'écho que certaines tendances ou certains projets ont pu avoir en leur sein pendant les premiers mois de l'occupation. Mais l'évolution des « anciens », de l'exaltation dynastique de l'été 1940 au malaise de 1945, n'est-elle pas tout simplement parallèle à l'évolution des sentiments de l'opinion générale? ⁽²⁰⁾

Pendant les mois de mai-juillet 1945, de nombreuses associations d'anciens combattants et ex-prisonniers de guerre ont voté des motions de fidélité aux institutions belges, à la Dynastie et à son représentant Léopold III. Le 5 mai, avant la libération du Roi, les grands mouvements qui constituent le *Conseil National des Anciens Combattants* réclament le prompt retour du Roi et des enfants royaux et assurent Léopold III de leur « indéfectible fidélité ». Quelques jours plus tard, deux de ces groupes, l'U.F.A.C. et sa filiale la COFAG, renouvelleront pour leur compte ces motions de loyalisme, imités par le *Front Unique des Anciens Combattants* de diverses localités flamandes. Un dénombrement effectué par le Secrétariat du Roi à la date du 17 mai 1945 chiffre les témoignages de fidélité reçus sous forme de télégrammes émanant d'associations représentant 24.116 anciens combattants francophones et 12.607 flamands ⁽²¹⁾. A ce moment bien

(19) DUPONT, *Les Mouvements Léopoldistes...*, p. 105-153, 469-479.

(20) GERARD-LIBOIS et GOTOVITCH, *L'An 40*, p. 349; GOTOVITCH, *L'opinion et le Roi...*, p. 88-97. Voir l'étude récente de Mark VAN DEN WIJNGAERT, *Een Koning geloofd, gelaakt, verloochend. De evolutie van de stemming onder de katholieke bevolking ten aanzien van Leopold III tijdens de bezetting (1940-1944)*, 2 vols. in-8°, Louvain-Amersfoort, 1984.

(21) *Nation Belge*, 8-V-45, p. 2, c. 2; *Libre Belgique*, 8-V-45, p. 2, c. 3; 12-V-45, p. 2, c. 1; *Rapport présenté par le Secrétariat du Roi sur les événements politiques qui ont suivi la libération mai 1945 octobre 1949*, p. 30; *Recueil de Documents établis par le Secrétariat du Roi*

sûr, la « question royale » n'a pas encore atteint toute son acuité et les « anciens » s'attendent au retour automatique du Souverain.

Après les événements de Sankt-Wolfgang, seules quelques associations élèveront la voix. Le 17 juin, la *Fédération Nationale des Volontaires de Guerre 14-18* dénonce les « perfides campagnes de presse » et met l'opinion en garde « contre le danger de faire dépendre le fonctionnement des institutions royales des élections parce que les Chambres ne représentent plus le pays ». Le 17 juillet, la F.N.P.G. rassemble à Liège 2.500 ex-K.G. qui acclament le Roi et exigent qu'il ne soit pas jugé sans être entendu. A trois reprises, l'*Union Nationale des Croix du Feu* du bouillant Valmy Stassart annonce sa volonté de défendre « par tous les moyens légaux » « le Fils de leur Chef (...) lui-même un ancien compagnon du front ». Pour ne pas être en reste, mais sans s'engager aussi loin, le Conseil de la *Fédération Nationale des Croix du Feu* fait publier le 2 novembre 1945 un communiqué adjurant les Belges de se dépouiller de toute idée partisane et réclamant la publication intégrale de tous les dossiers afin qu'une « solution de justice et de vérité intervienne sans délai » ⁽²²⁾.

Les grandes associations bornèrent à ces brèves proclamations l'« indéfectible fidélité » qu'elles annonçaient en mai 1945. Jacques Pirenne, qui comptabilisait toujours les manifestations favorables, dénombrait au 15 novembre 1945 248 adresses de fidélité représentant 146.521 Flamands et 112.533 Wallons anciens combattants et résistants. On remarquera que la proportion respective (65 % de francophones contre 35 % de flamands en mai 1945) était maintenant de 43 % francophones et 57 % flamands, ce qui traduirait bien l'abstentionnisme des grandes associations nationales restées très francophones dans leur esprit et dans leurs dirigeants ⁽²³⁾.

La raison invoquée pour justifier la neutralité nouvelle était qu'après le « déballage » de l'été 45, la question royale ne se situait plus sur le terrain de la fidélité aux institutions nationales mais était devenue un problème purement politique et partisan. Or, les statuts de la plupart des vieilles associations tout comme ceux des nouvelles s'adressant à « ceux de 40-45 » stipulaient clairement qu'elles entendaient grouper les anciens combattants et assimilés en dehors de tout esprit politique, linguistique ou religieux. Il ne

concernant la période, 1936-1949, n° 264, p. 547-548. Les groupements affiliés au C.N.A.C. étaient : F.N.I. (*Fédération Nationale des Invalides*); U.F.A.C. (*Union des Fraternelles de l'Armée de Campagne*); COFAG (*Confédération des Fraternelles d'Après-Guerre*); F.N.V.G. (*Fédération Nationale des Volontaires de Guerre*); F.N.P.G. (*Fédération Nationale Prisonniers de Guerre*); F.N.C.F. (*Fédération Nationale des Croix du Feu*); *Fédération Nationale des Croix de l'Yser*; A.O.C. (*Amicale des Officiers de la Campagne*); U.N.O.R. (*Union Nationale des Officiers de Réserve*).

(22) *Libre Belgique*, 21-VI-45, p. 2, c. 1; 18-VII-45, p. 2, c. 1-2; 30-VIII-45, p. 2, c. 1; 16-XI-45, p. 1, c. 7-8; 2-XI-45, p. 1, c. 2; *Nation Belge*, 17-X-45, p. 2, C. 3; *Septembre*, 2-IX-45, p. 2, c. 4 et 21-X-45, p. 2, c. 5.

(23) *Livre Blanc...*, p. 483; *Rapport présenté...*, p. 88.

leur appartenait donc plus d'évoquer ce problème gênant qui risquerait de briser l'unité des groupements et l'entente de leurs membres. Les associations — et c'était d'ailleurs là leur but essentiel — avaient fort à faire auprès des pouvoirs publics pour obtenir satisfaction des revendications morales - et matérielles surtout- de leurs membres. Si le Roi était loin, les différents gouvernements de l'après-guerre étaient, eux, bien présents et c'est de leurs mains que tomberaient pensions, rentes, décorations. Pouvait-on faire échouer de délicates négociations sur « la péréquation des chevrons de front » par la proclamation intempestive d'un léopoldisme militant?

« ...Prendre position pour le Roi, c'est créer la zizanie entre mes sections; c'est perdre 10 % de mes effectifs; c'est soulever des polémiques dont on ne peut jamais prévoir les conséquences; c'est nous mettre à dos les pouvoirs publics... et tout cela au détriment des causes que nous servons. Je ne puis le risquer que si le Roi le veut...⁽²⁴⁾ ».

Pour faire sortir les anciens combattants de leur apathie, la presse de combat royaliste, représentée surtout par l'hebdomadaire *Septembre*, utilisait l'imagerie d'Epinal du Roi volontaire de 1915, du « Roi-officier » (celui qui n'abandonne pas ses hommes), du « Roi Premier Résistant » mais ne négligeait pas la corde sensible : la peur de la « politique » causerait la perte des combattants par la réduction de leurs droits matériels mais aussi de leur prestige :

« ...Sans parler du devoir de fidélité des Soldats à leur Chef! Sans insister sur la crise du 25 mai, source de tous les malheurs, qui n'a éclaté que parce que le Roi a voulu rester près d'eux, il faut bien dire que le fait pour les Anciens de se désolidariser par leur *neutralité* de leur Chef justifie l'attitude du Gouvernement contre l'armée de 1940, creuse le sillon qui divisera les anciens loyaux et ceux qui ne le sont pas et facilite la mise au rancart du prestige des hommes du Feu. Le Roi présent, aucune des dispositions prises contre des prisonniers, des officiers de la Résistance, etc... n'eût été possible...⁽²⁵⁾ ».

Ce thème de propagande -le retour du Roi effacera les « iniquités » du Ministère de la Défense Nationale- trouvait un terrain tout préparé dans les mesures budgétaires, « dégraissages » et rajeunissement des cadres qui accompagnaient la réorganisation de l'Armée belge. Paradoxalement, le

(24) Lettre de G. Rhodius au *Phare-Dimanche*, 30 mars 1948 (non publiée à l'époque mais reproduite in-extenso dans Robert LARMINIER, *Les Paladins du Roi*, in-8°, Bruxelles, 1952, p. 127-132) : « ...Mais le Neutralisme a des sources plus élevées qu'il faut connaître si l'on veut juger de l'attitude des Anciens avec équité. Les Combattants sont unis par une série de très nobles souvenirs et par une solidarité effective que soutient d'abord les plus malheureux d'entre eux : veuves, orphelins, invalides, etc... Ces derniers sont protégés de façon jalouse par les autres et il s'est créé peu à peu cette psychose que toute faille dans le bloc nuirait d'abord aux plus infortunés et qu'à tout prix cette faille, cette brisure doit être évitée... ».

(25) *Septembre*, 28-XII-47, p. 1, c. 1-2, p. c. 6-7 « Combattants! Résistants! Ne vous laissez pas faire! » par « Miles ». Voir aussi l'article commémoratif « Septembre et les Combattants » dans le dernier numéro de *Septembre*, 1-X-50, p. 6, c. 3-6 (par G. Rhodius).

principal résultat de cette campagne fut le spectaculaire ralliement au Roi du Général Ivan Gérard, commandant en chef des *Troupes de l'Intérieur* à la Libération. Un autre argument sur lequel la propagande royaliste jouait était la conviction que « l'élite » représentée par les anciens combattants et résistants ne devait pas obligatoirement prendre parti mais « sous peine de renier leur passé, de ternir leur gloire et d'être infidèles à leurs drapeaux, il doivent se jurer d'assurer, envers et contre tous, le respect de l'ordre public et de la légalité et le salut de la Belgique ⁽²⁶⁾ ». Faire des « fraternelles » et « fédérations » de tout genre le rempart de l'ordre face à la *subversion*, c'était s'engager dans le camp royaliste sans prononcer le nom du Roi...

La remise sur pied de l'armée en 1944-45, dans une coopération totale avec les Britanniques suivant les accords Eden-Spaak, engendrait chez nombre de militaires une sourde hostilité. Des détails comme l'adoption du système des bataillons au lieu des régiments, de l'uniforme et surtout du *drill* britannique exaspéraient bon nombre de cadres d'active ou de réserve, d'anciens combattants qui, se défendant de faire de l'anglophobie, criaient à la trahison des traditions militaires belges. Ce thème gagna même les bourgeois voltairiens du *Pourquoi Pas?*, hebdomadaire qui dénonçait par ailleurs l'utilisation que la propagande léopoldiste dans les unités à l'instruction en Irlande faisait du slogan « l'armée belge ne se sauvera que si le Roi revient et que si elle se libère de toute influence étrangère ». En haut-lieu et à gauche, on s'inquiéta des activités d'un mystérieux F.I.N./N.O.F. (*Front de l'Indépendance Nationale*) qui regroupait en cellules clandestines les cadres d'active autour de ce slogan. Puis, l'armée, plus « grande muette » que jamais, « s'installa » dans la question royale. Cependant, ce thème de propagande subsistait et à la veille des élections de 1949 les candidats libéraux royalistes Van de Meulebroeck et Forthomme diffusèrent encore un tract mêlant défense de Léopold III et critique de l'armée devenue « la caricature de l'armée britannique » ⁽²⁷⁾.

Bien entendu, la presse royaliste guettait le moindre signe d'un « réveil » des anciens combattants. En juin 1947, la prudente F.N.C. demanda qu'on trouve rapidement une solution à la question royale, ajoutant que « consciente de son devoir comme de sa force, elle était prête dans ce domaine à prendre ses responsabilités au moment opportun ». « Alertés par le plus important et le plus calme des groupements, jubilait *Septembre*, les anciens vont-ils comprendre que le moment est venu de sortir d'une

(26) *Libre Belgique*, 29-XI-49, p. 1, c. 3-4 « Le Roi et les Combattants » par Renaud de Briey.

(27) Sur le F.I.N./N.O.F., outre des tracts dans la documentation des auteurs, voir *Dernière Heure*, 8-VIII-45, p. 1, c. 1-2, p. 2, c. 5. Sur la campagne contre l'« anglicisation », voir *Septembre* de février à mai 45, *Pourquoi Pas?*, 3-VIII-45, p. 1007 et 29-XI-46, p. 3129 « Y a-t-il encore une armée belge? » Sur l'utilisation du thème par la propagande léopoldiste, voir *Pourquoi Pas?*, 31-VIII-45, p. 1222; 30-XI-45, p. 1894; *Nation Belge*, 10-XI-45; *Drapeau Rouge*, 27-VIII-45, p. 1, c. 6-7; *Peuple*, 23-VI-49, p. 8, c. 4-5 « Une infamie qui porte les noms de MM. Forthomme et Van de Meulebroeck »; DUPONT, *op. cit.*, p. 963-983; « La Jeune Armée Belge de 1945 au service du Roi Léopold » dans *Belgique d'Abord!*, nov.-déc. 1979, p. 3.

neutralité qui n'est plus de mise quand la Patrie est en danger ⁽²⁸⁾ »? Le moment n'était pas encore venu. Certains dirigeants avaient dû abandonner leur mandat comme « indésirable comme royaliste militant » ⁽²⁹⁾. La F.N.C. restera à l'écart des manifestations d'hommage à l'armée et au Roi organisées en 1949.

L'abstention était plus nette encore du côté des associations qui comme la F.N.I. et l'U.N.O.I.G. attendaient du gouvernement, quel qu'il soit, une amélioration du sort matériel de leurs membres. A la grande indignation des léopoldistes, l'U.N.O.I.G. avait en avril 1947, pour son 25^e anniversaire, envoyé des télégrammes à la Reine Elisabeth et au Régent... mais pas au Roi, « lâcheté doublée d'une immonde goujaterie » commise par « une association de mendiants, un syndicat de revendicateurs bêlants dirigé par d'inamovibles et pusillanimes comitards ». Quand, en décembre 1949, les dirigeants de l'U.N.O.I.G. « oublieront » encore le Roi Léopold, ce sera une tempête de protestations, une cascade de démissions. Les temps avaient changé...⁽³⁰⁾.

L'U.F.A.C. 14-18 reprit ses activités, toujours sous la houlette du Colonel Louis Louvau, et suscita la création du C.N.A.C. (*Conseil National des Anciens Combattants*). Sa filiale COFAG n'a plus de raison d'être et se transforme en U.F.A.C. 40-45, ce qui signifie cette fois *Union des Fraternelles d'Anciens Combattants* (la notion d'« armée de campagne » n'ayant pas existé en 1940). Chacune des deux U.F.A.C. a son propre périodique, *L'Union* pour ceux de 14-18, *Belgique d'Abord!* pour les autres. Organisée sur base régimentaire parallèlement à des sections locales, l'U.F.A.C. 40-45 a des composantes fort royalistes (Chasseurs Ardennais, Guides, etc...), d'autres qui maintiennent une neutralité scrupuleuse. Dès sa création, elle a voulu marquer l'unité des forces armées belges de la deuxième guerre en appelant à sa présidence le Lieutenant-Général Victor Van Strijdonck de Burkel, qui avait été le premier commandant des forces belges de Grande-Bretagne et se sentait peut-être mal placé pour prendre une position en flèche dans le conflit entre le Roi et le Gouvernement Pierlot. Certains extrémistes voyaient dans sa nomination le résultat d'un noir complot des adversaires du Roi. Il faudrait plutôt voir dans son élection le souci de rattacher l'U.F.A.C. 40-45 à la tradition de 14-18 en choisissant le héros de la dernière charge de cavalerie belge, le type même du général non-politicien, style « culotte de peau » ou « bon vieux chic » selon les goûts, un

(28) *Septembre*, 1.-VI-47, p. 1, c. 3-8 « Aux Anciens Combattants ».

(29) Lettre de M. Van Poucke, 10 mai 1948 (L'ARMINIER, *op. cit.*, p. 80). Michel Van Poucke, grand animateur de l'A.S. dans la région Bruges-Ostende, président de la Fraternelle A.S. du Secteur, administrateur de l'U.N.C.F., vice-président du *Blok der Koningsgezinden* avait dû démissionner de son mandat d'administrateur de la F.N.C. *Phare-Dimanche*, 27-III-49 « XXX^e Anniversaire de la F.N.C. Consécration grandiose d'un reniement ».

(30) *Phare-Dimanche*, 4-IV-48 « Le Bulletin Spécial de l'U.N.O.I.G. »; *Libre Belgique*, 12-XII-49, p. 2, c. 4-5, 17-I-50, p. 2, c. 2-4, 21-I-50, p. 2, c. 2; 29-I-50, p. 2, c. 6, etc...

lien tout trouvé entre l'armée de mai 40 et celle d'Angleterre et, surtout, un général qui n'avait pas, à Tenby, dissimulé ses sentiments royalistes ⁽³¹⁾. Ses absences à certaines manifestations tapageuses sont peut-être moins dues à une volonté délibérée d'abstention qu'à un âge fort avancé. Pour ses collaborateurs, le prestige de l'U.F.A.C. 40-45 n'avait rien à gagner à se lancer trop tôt dans la bagarre et elle ne le fera, à bon escient, qu'à partir d'août 1948.

On remarquera cependant que les sphères dirigeantes de l'U.F.A.C. 40-45 sont truffées de militants des organisations léopoldistes. Au sortir des élections du 21 octobre 1945, un de ses vice-présidents est l'avocat Edmond Jamar, ancien de la COFAG/Liège et du groupe *Demain* sous l'occupation, pilier du *Mouvement Monarchique Constitutionnel* et rédacteur en chef du quotidien léopoldiste *Le Courrier Wallon* en 1945. En 1946, son remplaçant sera le Lieutenant-Colonel Georges Van Espen des Chasseurs Ardennais à l'activité débordante (*Ligue des Combattants Loyalistes*, *Croisade*, *Comité pour la Consultation Populaire*, mais également lié à l'organisation paramilitaire clandestine *Eldrie-Eltrois*). Depuis 1945, avec une brève interruption due à un séjour au Congo, le secrétaire-général de l'U.F.A.C. 40-45 est Georges Rhodius, alias Richard Duhoux. Ancien de la *Légion Nationale*, du M.N.R., de l'A.S. et comitard à peu près inamovible de diverses ligues d'officiers, il est surtout un des principaux rédacteurs de l'hebdomadaire ultra *Septembre* et membre du Commandement National de la *Jeunesse Fidèle au Roi*. De son propre aveu, il tient à séparer nettement ses activités « ancien combattant et résistant » de celles qu'il mène dans les ligues léopoldistes. Ces dernières ont cependant en lui en allié et un observateur de premier plan à l'U.F.A.C. ⁽³²⁾.

Le « noyautage » est du reste à l'honneur dans les deux camps. En octobre 1945 se crée le B.N.C.B. (*Bloc National des Combattants Belges et Victimes de 1914-1918, 1940-1945*) aux buts relativement anodins mais dont le fondateur est le Croix du Feu Philippe Van Schoors, assisté de Gaston Jacqmin (alias Legrand), rédacteur en chef de *Septembre* (ancien L.N. et A.S.), d'Albert Génie (futur inspecteur de zone de la J.F.R.) et de M^{me} Berger. En décembre 1945, le B.N.C.B. devient un des « mouvements associés » du

(31) LOUVAU, *Historique de l'U.F.A.C.* dans *L'Union*, mars-avril 1980; BALACE, *Psychologie...*, p. 353; J. GOTOVITCH, *L'Armée Belge en Grande-Bretagne. Remous 1940-1942*, in-4°, Bruxelles, CERSGM, Notes de travail, n° 10, 1978.

(32) *Moniteur Belge*, annexes A.S.B.L., 1946, n° 528-29 (p. 294-297); n° 1028, p. 514; 1947, n° 565, p. 291; 1948, n° 1616, p. 760-761; 1949, n° 1806, p. 614. Georges Rhodius eut au cours de la seconde guerre mondiale une activité clandestine multiforme décrite dans son livre *L'œuvre nationale de Service Social aux Familles de Militaires*, in-8°, Gembloux, sd. Après guerre, il fut secrétaire-général de l'U.F.A.C. 40-45, de la *Confédération Nationale des Résistants Civils*, membre du comité du C.N.A.C. et des *Etats-Généraux des Anciens Combattants*, du Comité Lebert, du Comité Consultatif des Prisons, etc... Ses importants papiers personnels sont déposés au Musée Royal de l'Armée.

Groupement National Belge voué à la défense du Roi, en dépit de l'article de ses statuts interdisant de s'occuper de « politique » ⁽³³⁾.

La création du B.N.C.B. était la riposte léopoldiste à ce qui s'était passé le 15 octobre 1945 à l'*Union Nationale des Combattants de 1940-1945*. Louis-Eugène Orban, Président National, et Philippe Van Schoors, président de Bruxelles-Ville, avaient été exclus sous le prétexte qu'ils avaient assisté le 3 septembre à une cérémonie en l'honneur des membres du *Mouvement National Royaliste* tombés pendant la libération de Bruxelles. Cérémonie bien peu subversive puisqu'elle était honorée de la présence du Président du Sénat et d'un représentant du Régent. L'épuration interne de l'U.N.C. 40-45 aurait été le fait de personnes « actives et bruyantes », « qui, comme par hasard, faisaient partie du parti communiste » ⁽³⁴⁾.

Dans le même ordre d'idées, l'U.D.C.I.M. (*Union Démocratique des Combattants, Invalides, Mutilés et Victimes de Guerre*) proclame « nous ne sommes et ne serons jamais neutres », conclut un accord avec le *Front de l'Indépendance* de Demany pour lutter « contre le fascisme, les forces mauvaises et l'attentisme » et traite dans son périodique Léopold III d'incivique. L'U.D.C.I.M. proteste contre les « manœuvres » du *Conseil National des Anciens Combattants* qui tenterait d'enrôler ses membres « sous la bannière de Jacques Pirenne et de Léopold III ». L'attitude incriminée remonte à mai 1945, une époque où, de l'aveu des dirigeants du *Conseil National*, la question royale ne devait pas être placée sur le terrain politique. Ressuscitant les vieux fantômes, l'U.D.C.I.M. accusait les associations du C.N.A.C. d'être encore « sous l'influence des efforts faits durant l'occupation par certains officiers généraux, et notamment par le Lieutenant-Général Biebuyck, pour essayer de créer le *Rassemblement des Anciens Combattants autour du Roi*, tentatives et buts qui n'avaient rien de démocratique ». Aux applaudissements du quotidien socialiste *Le Peuple*, l'U.D.C.I.M. décidera en juillet 1949 de se ranger au sein des « comités d'action » du P.S.B. et de la F.G.T.B. et de « répondre à tous les mots d'ordre qui pourraient être donnés en vue d'assurer la défense de la démocratie contre les menaces dont elle pourrait être l'objet ». Cet engagement politique non équivoque n'empêche pas *Peuple* et U.D.C.I.M. de pousser des cris d'effroi quand d'autres organisations ou fraternelles violent la sacro-sainte neutralité et envoient des délégations auprès du Roi ⁽³⁵⁾.

(33) *Moniteur Belge*, A.S.B.L., 1945, n° 2236, p. 1323-1324; 1947, n° 551, p. 284; P.V. des séances du Comité Central du G.N.B. décembre 1945-mai 1946.

(34) *Moniteur Belge*, A.S.B.L., 1945, n° 2322, p. 1381; *Septembre*, 11-XI-45, p. 2, c. 3; *Libre Belgique*, 4-IX-45, p. 2, c. 2. À noter toutefois que dans son pamphlet *Vingt-cinq ans d'impact communiste en Belgique* (in-8°, Bruxelles, 1967, p. 95), l'écrivain anti-communiste Roger Cosyns-Verhaegen écrit : « L'Union Nationale des Anciens Combattants résista le mieux aux tentatives de main mise ».

(35) *Droits et Devoirs*, organe mensuel de l'U.D.C.I.M., janvier 46, p. 1; mars-avril 46, p. 1; août-sept. 49, p. 4; nov. 49, p. 1, c. 3; *Peuple*, 19-VII-49, p. 3, c. 7; 18-XI-49, p. 2, c. 3-5.

Plus à gauche encore existait une A.D.A.C. (*Association Démocratique des Anciens Combattants*) apparue en 1934 parallèlement à certaines sections des A.C.S. (*Anciens Combattants Socialistes*). Réactivée en 1944 pour « défendre la cause de la paix et l'idéal démocratique », elle évoluera dans des eaux proches du P.C.B. auquel appartiennent plusieurs des dirigeants mais ne se manifestera pas pendant l'affaire royale ⁽³⁶⁾.

En dépit de son engagement de 1945 de défendre le Roi par « tous les moyens légaux », l'U.N.C.F. se bornera à des manifestations de fidélité lors de la publication du rapport de la Commission Servais ou de ses différents Congrès, puis s'alliera à la *Ligue des Combattants Loyalistes*. L'ultra-léopoldisme personnel de Valmy Stassart le conduira dans les années 50 à militer dans diverses chapelles de l'extrême-droite traditionnaliste mais il ne sera pas suivi dans cette voie par son vice-président Hubin. A longueur de colonnes dans le *Phare-Dimanche*, Robert Larminier s'était efforcé d'opposer le loyalisme des 15.000 membres de l'U.N.C.F. au neutralisme des 40.000 C.d.F. de la *Fédération*, accusés d'avoir trahi leur serment, renié « l'idéal du Front », etc... Si la F.N.C.F. restait officiellement neutre, certains dirigeants, comme le Dr. Falmagne, président provincial de Namur, avaient pris une position en flèche et menaient des activités parallèles au sein du G.N.B., du *Mouvement Léopold*, des comités locaux de la Consultation Populaire, etc...

Or, le président de la *Fédération*, le Major J. Vuylsteke, tant décrié par les ultras, était secrètement en relations avec Jacques Pirenne et avec le Roi qui le reçut à Genève le 21 juin 1946 ⁽³⁷⁾.

La question royale s'enlisant, les témoignages de fidélité se faisaient de plus en plus rares. « Parmi les 100.000 survivants de 14-18 et les 600.000 de 40, on cherche un ancien combattant qui ose pousser ce cri abominable et séditieux « Vive le Roi », alors que « tout le reste est fidèle au moins à 80 %... Mais le pire, c'est que cette masse de sept à huit cent mille parmi les meilleurs des Belges conserve sa fidélité, mais perd sa foi (...) La masse des fidèles se désintéresse lentement de la question ⁽³⁸⁾ ».

En décembre 1947, la *Fraternelle des Chasseurs Ardennais* avait fait un geste symbolique en remettant au Roi un béret vert d'honneur. Ce geste pouvait passer pour isolé, mais ce corps se recrutait dans les régions

(36) *Moniteur Belge*, A.S.B.L., 1944, n° 1063, p. 407-409; N° 767, p. 432 et n° 1918, p. 1147 de 1945; 1948, n° 1705, p. 806. L'A.D.A.C. tire son origine de l'Œuvre Démocratique d'Assistance aux Combattants fondée en 1934 par des membres des A.C.S. Elle deviendra ensuite la *Fédération Démocratique et Patriotique*.

(37) *Septembre*, 14-IX-47, p. 2, c. 6-7; 11-IV-48, p. 6, c. 1; *Libre Belgique*, 26-III-49, p. 2, c. 5; LARMINIER, *op. cit.*, p. 116; *Phare-Dimanche* du 24-IV-49 au 14-VIII-49; Jacques PIRENNE, *Mémoires et Notes Politiques*, in-8°, Bruxelles-Verviers, 1965, p. 315.

(38) *Phare-Dimanche*, 22-II-48 et lettre déjà citée de G. Rhodius du 30 mars 1948 (LARMINIER, p. 131).

wallonnes réputées les plus royalistes. Le chef de la délégation, Albert Hubert était un membre actif du *Mouvement Léopold*, un ancien du *Rassemblement Moral* et un des délégués à Prégny du Comité du Heysel. Le très actif Général Ley, du Comité d'Action G.N.B., présidait la section brabançonne de la *Fraternelle* ⁽³⁹⁾.

Chez les « volontaires de guerre », la situation était un peu différente. Certaines sections de la F.N.V.G. s'étaient, en particulier celle de Liège, distinguées par leur mordant et leurs tentations de passage à la politique active « pour le Roi et la Patrie », patronant lors des élections législatives et communales de 1932 un éphémère *Parti National* où l'on trouvait Paul Hoornaert de la *Légion Nationale*, Cox futur fondateur des *Croix du Feu*, etc... En 1946 naît une *Fraternelle des Volontaires de Guerre Belges* dont les statuts interdisent à ses membres toute participation à des discussions politiques tout en leur faisant un devoir moral de servir la patrie en toutes circonstances. La *Libre Belgique* et Ernest Henry de Frahan, président de la section de Liège de la F.N.V.G., s'insurgèrent : la question royale est un problème national dans lequel les V.d.G. ont leur mot à dire ⁽⁴⁰⁾. Membre du comité organisateur du Congrès du Heysel, Henry de Frahan ne s'en privera d'ailleurs pas. Par la suite, les volontaires de l'armée d'Angleterre et des bataillons levés en 1944 s'intégreront dans la vieille F.N.V.G. et les « anciens » donneront le ton aux « jeunes ». Ce ton est, dans l'ensemble, favorable au Roi : les volontaires de 1914 sont devenus des notables aux idées conservatrices et ceux de 1944 proviennent souvent de groupes de résistance comme l'A.S. et le M.N.R. restés très attachés à Léopold III. La propagande royaliste espérait beaucoup des V.d.G. en jouant sur la corde sentimentale : le Roi en était le président d'honneur et le plus jeune volontaire du 12e de Ligne. Mais, après les déclarations de juin-juillet 1945 le défendant contre « les perfides campagnes de presse », la F.N.V.G. s'était endormie au grand scandale de certains de ses membres. « C'est à eux de donner l'exemple de la fidélité ! Je suis presque honteux d'en être » ⁽⁴¹⁾ se lamentait l'éditeur du journal *Le Cri du Peuple*. Au Congrès F.N.V.G. du 6 juin 1948, il y eut des incidents entre pro-et antiroyalistes :

« ...Il est également de tradition après chaque assemblée d'envoyer un télégramme au Roi (...) Il y avait une légère majorité pour l'envoi, mais pour éviter de laisser glisser la discussion sur le terrain politique, le Président Fédéral décide de ne rien faire. On n'enverra pas de télégramme et l'on passe à une autre question (...) Perturbation créée dans cette assemblée par un membre qui ne manque pas une occasion de

(39) *Libre Belgique*, 14-XII-47, p. 1, c. 7-8, p. 2, c. 1; *Moniteur Belge*, A.S.B.L., 1946, n° 478, p. 268-269.

(40) *Gazette du Soldat*, 2e an./n° 27 (1946), p. 2, c. 3; *Libre Belgique*, 28-VIII-46, p. 2, c. 4, 31-VIII-46, p. 2, c. 4. Ernest Henry de Frahan (1887-1952), industriel à Liège était un des membres importants du M.M.C. et, après l'effacement du Roi, anima un groupe d'irréductibles à Liège.

(41) Lettre de Lucien Lefèvre au Général Cardinal, 28 novembre 1948 (LARMINIER, p. 85).

soulever la Question Royale, ce qui amène des discussions à tendance politique qui n'ont guère leur place dans une assemblée nationale ⁽⁴²⁾ ».

Comme nous le verrons, le ton de la F.N.V.G. se modifiera considérablement à partir de 1949 passant du ralliement au tocsin d'alarme pendant l'été 1950.

*
**

Les milieux anciens combattants s'étaient donc détournés d'une participation active à la « question royale » ou des proclamations de fidélité à Léopold III quand ils s'étaient aperçus qu'elle était une question *politique*; le meilleur moyen pour les royalistes de remonter le courant et d'effectuer un ralliement autour du Roi était de transformer le débat en problème *militaire*, se concentrant sur l'honneur des armes en mai 40 et le caractère inéluctable de la capitulation du 28 mai. Dès la Libération paraissent une série d'ouvrages sur les 18 jours qui ont à cœur d'affirmer, d'une part que l'armée s'est bien battue, de l'autre qu'elle est solidaire du Roi avec « Ses camarades de combat que Son cœur n'avait jamais quittés » ⁽⁴³⁾.

Du reste, quelle que fût leur opinion sur l'attitude *politique* du Roi pendant l'occupation, nombre d'anciens de mai 40 gardaient une solide rancune à Paul Reynaud, dont le discours vitriolique avait exposé les troupes et les civils repliés en France à toutes sortes de vexations et d'avanies. Réclamer justice et réparation pour ces injures allait être la vocation du célèbre Professeur Wullus-Rudiger, grand pourfendeur de 5^e colonne flaminguante, ami du Roi Léopold, très lié à Jacques Pirenne mais aussi « honorable correspondant » du 2^e Bureau français. Wullus-Rudiger avait commencé son plaidoyer dès octobre 1940 et, à la suite de la publication des mémoires de Reynaud dans les *Nouvelles du Matin*, il en appela directement à de Gaulle et Churchill dans un ouvrage publié en février 1946 qui se défendait de vouloir traiter de la « question royale » dans ses aspects politiques et était dédié « à l'honneur de l'armée belge ». Plus tard, en décembre 1949, Wullus-Rudiger récidivera en envoyant à Robert Schuman, alors Ministre des Affaires Étrangères, une lettre ouverte demandant qu'une réparation officielle française efface les derniers nuages ⁽⁴⁴⁾.

(42) Tract-circulaire de Léon Servais, de Stembert, au Président et au Comité de la F.N.V.G. de Verviers, 13-VII-48 reproduisant des extraits du procès-verbal de l'assemblée (documentation des auteurs).

(43) Léon de THIER, *Avec les combattants de 40*, in-12, Bruxelles, 1945, p. 220-234; R. JANVIER, *Nous, les fuyards de 1940*, in-12, Liège, 1946, p. 156; R. LEMARCHAL, *18 Jours avec les Cyclistes-Frontière*, in-12, Dison, 1946, p. 190; R. VERLAINE, *Sans haine et sans gloire*, p. 173-174. Pour une vue d'ensemble de cette campagne, voir BALACE, *Psychologie...*, p. 340-346.

(44) J. WULLUS-RUDIGER, *Les Mémoires de P. Reynaud et la Belgique. Un Appel à W. Churchill et au Général de Gaulle*, in-8°, Bruxelles, 1946; *Libre Belgique*, 7 et 8-1-50 (Supplément au Recueil de Documents établi par le Secrétariat du Roi concernant la période 1936-1950, n° 65, p. 182-190); Colonel PAILLOLE, *Services Spéciaux (1935-1945)*

Ce thème de mobilisation allait être utilisé, timidement d'abord, à fond ensuite, quand la campagne de propagande léopoldiste fut réorganisée à la suite du Congrès du Heysel de novembre 1947 et, après une période de calme et prudence suscitée par les entrevues entre le Roi et Paul-Henri Spaak, reprise avec force à partir de mai 1948. Pour le 8e anniversaire de la capitulation, une série de généraux recrutés par le Général Neefs du M.N.R. et par le *Mouvement Léopold* se rendirent à Prégny le 28 mai 1948 pour assurer le Roi « de leurs sentiments d'indéfectible attachement et d'inébranlable fidélité ». Comme nous le verrons, Jacques Pirenne s'était efforcé de convaincre, en vain, Ivan Gérard, chef de l'A.S. puis de l'ensemble de la Résistance armée, de se joindre à la délégation ⁽⁴⁵⁾.

Quelques semaines plus tard, le Général Van Strijdonck de Burkel, président national de l'U.F.A.C. 40-45 sortait de sa passivité. Le Général Van den Bergen, président du *Comité National des Anciens Combattants Belges* auquel l'U.F.A.C. 40-45 adhérait, venait de recevoir une invitation à participer le 17 octobre 1948 à des cérémonies à Paris. Or, dans les négociations qui aboutiront le 11 septembre à la formation du cabinet Queuille, il était question de confier un maroquin à Paul Reynaud. Pas question pour l'U.F.A.C. de se commettre à Paris sans rétractation « publique et complète » du discours du 28 mai 1940 par Reynaud lui-même ou « désaveu complet... par une personnalité gouvernementale française ayant toute l'autorité voulue pour que ce désaveu soit accepté par le peuple français ». Le C.N.A.C.B. était prié de s'aligner sur l'U.F.A.C. La lettre de Van Strijdonck était privée mais trouva rapidement le chemin des colonnes de la presse royaliste. Pendant que des messages de félicitations affluaient, on jubilait chez les léopoldistes : les « anciens » prenaient enfin conscience que la défense de l'armée de 40 était indissociable de celle de son chef ⁽⁴⁶⁾.

La même année 1948 avait vu la naissance de diverses organisations dont le but avoué était de regrouper les anciens combattants royalistes ou, tout au moins, d'agir comme un aiguillon extérieur sur les grandes associations restées passives ou volontairement neutres. « Debout les anciens ! Au secours de votre Roi ignoblement bafoué ! ». Telle est la proclamation lancée au lendemain du Congrès du Heysel dans les colonnes du *Phare-Dimanche* par Robert Larminier, ex-lieutenant de cavalerie devenu chroniqueur hippique. Son but est de secouer la passivité des anciens : les associations existantes subsisteraient avec leurs activités

in-8°, Paris, 1975, p. 101. Voir aussi les mémoires de Wullus-Rudiger *En marge de la politique belge 1914-1936*, in-8°, Paris, 1957.

(45) *Libre Belgique*, 2-VI-48, p. 1, c. 4; *Nation Belge*, 3-VI-48, p. 2, c. 3; *Septembre*, 6-VI-48, p. 2, c. 1-2; J. PIRENNE, *Mémoires...*, p. 363. CERSGM, Papiers Ivan Gérard, *Vissages* 6-7 : lettre d'I. Gérard à « mon cher Général », sd (mai 48); lettre de C. Joset à I. Gérard, 18 décembre 1949.

(46) *Libre Belgique*, 4-VIII-48, p. 1, c. 6; *Septembre*, 22-VIII-48, p. 1, c. 4-5, p. 2, c. 5-7. L'auteur de ce dernier article signalait GRP, c'est à dire Georges Rhodius-Poncelet, le secrétaire général de l'U.F.A.C. 40-45; LARMINIER, *op. cit.*, p. 217-218.

traditionnelles mais les « combattants loyalistes » se grouperaient en une ligue nouvelle tout en continuant à militer dans les anciens mouvements ou en les noyant. Dans un style coruscant, mi-Déroulède et mi-Céline, Larminier jouait sur des arguments purement sentimentaux : « Au front, ce n'est pas la coutume d'abandonner un blessé de l'autre côté des barbelés. La situation des anciens combattants vis-à-vis du roi Léopold III est toute pareille ». Ayant reçu quelques approbations, disposant des colonnes de son hebdomadaire, Larminier passa début mai 1948 au lancement du *Dernier Carré*. D'abord fort intéressés, les officiers retraités ou anciens combattants qui occupaient des postes dirigeants à la tête des grands mouvements léopoldistes (G.N.B., *Blok der Koningsgezinden*, M.M.C., etc...) ou qui militaient pour le Roi à l'intérieur de l'U.F.A.C., de la F.N.C.F., F.N.V.G. ou F.N.C., firent la moue (47).

Pouvait-on risquer de voir une ligue nouvelle recruter les adhérents des mouvements léopoldistes et surtout de déforer la position des fidèles du Roi au sein des organisations « neutres » mais qu'ils ne désespéraient pas de faire « basculer » au moment voulu ? Les principales réticences venaient surtout de la personnalité même de Larminier qui, roturier sorti du rang pendant la Grande Guerre, n'avait pas laissé de bons souvenirs dans le petit monde relativement fermé de la cavalerie. « Ces officiers auraient voulu favoriser le groupement d'anciens combattants loyalistes dont il a pris l'initiative à condition qu'il ne se mette pas à la tête mais rentre dans le rang. Le comte de Looz-Corswarem s'était même figuré que ce serait l'affaire de quelques « pottes », comme il dit, mais il en a été pour ses tournées » (48). Après avoir modifié le titre de son pessimiste *Dernier Carré* en *Ligue des Combattants Loyalistes* (L.C.L.), Larminier dut, sous des pressions diverses, en abandonner la présidence au Général Maurice Cardinal. Ce dernier était mal vu de ses pairs pour avoir exercé des fonctions administratives au début de l'occupation et, officiellement blanchi, avait vu dans la L.C.L. l'occasion de redorer son blason. En janvier 1949, par divers moyens, Larminier récupéra en partie la direction de la L.C.L. mais ses jours étaient comptés. Pour obtenir des alliés, il avait ouvert les colonnes du *Phare-Dimanche* à une kilométrique polémique dirigée contre la *Fédération Nationale des Croix du Feu*, avait épousé la querelle et s'était mis à dos la direction de la feuille, l'ensemble de la presse léopoldiste et jusqu'au Secrétariat du Roi. Sans entrer dans des détails inutiles ici, Larminier fut proprement « débarqué » en novembre 1949, et remplacé temporairement par le

(47) *Phare-Dimanche*, 21-XII-47, p. 7, c. 1-4 « Appel aux Anciens Combattants » ; 1-II-48, p. 6, c. 3-6 ; 8-II-48, p. 6, c. 4-8 ; 29-II-48, p. 1, c. 1, p. 6, c. 2-4 ; 16-V-48, p. 6, c. 6-8 ; *Septembre*, 23-V-48, p. 2, c. 5 ; 13-VI-48, p. 2, c. 5. L'histoire du D.C. et les vicissitudes de la L.C.L. dans ses relations avec les autres mouvements royalistes sont décrites par le menu par un Larminier aigri et souffrant de la manie de la persécution dans son pamphlet *Les Paladins du Roi*.

(48) Lettre de Marcel Somville, des *Chevaliers du Roi*, à Pierre Fontaine du *Phare-Dimanche* (LARMINIER, p. 234-235).

Général Cardinal. Dès lors, tout change : la L.C.L. rentre en grâce, est chaudement recommandée par le G.N.B. du Général Ley, par *Septembre*, etc... Le bâtard a été légitimé, parrains et marraines se bousculent à son berceau, on lui trouve même un beau parti possible dans la ligue *Yser & Lys*⁽⁴⁹⁾.

Cette dernière, dont le nom symbolisait bien la vocation de récupération des « anciens » de 14-18 et de mai 40, s'était constituée fort discrètement, secrètement même, en 1948 pour prolonger l'impact qu'avait pu avoir le « pèlerinage » des généraux à Prégny le 28 mai 1948. Ses promoteurs sont le Général Neefs, le Général Beaupain, chef de l'Arme du Génie en 1940, et surtout le pittoresque Major-Comte Arnold de Looz-Corswarem qui fut une éphémère célébrité en lançant une bombe fumigène au Sénat le 11 août 1950 pendant le vote de la loi d'attribution des pouvoirs au Prince Royal Baudouin.

« Elite clandestine », *Yser & Lys* s'efforce de regrouper les généraux de mai 40, témoins et garants de l'honneur de l'armée, et en même temps du leur et de celui du Roi. Sur les 9 « pèlerins » de Prégny, il y a six futurs dirigeants de la Ligue, sur les 92 signataires de la « lettre à Churchill » il y aura 40 des futurs signataires de l'appel d'*Yser & Lys* aux anciens combattants, diffusé fin juillet 1949 quand le mouvement apparaît au grand jour sous la houlette d'officiers retraités qui « tous étaient lieutenants-généraux ou exerçaient un commandement d'officier général en 1940 »⁽⁵⁰⁾.

Si en juillet 1949, *Yser & Lys* apparaît bien comme atteint d'*étoilite aiguë*, pour reprendre une expression militaire, ses buts ne sont plus la formation d'un « club de généraux » comme en 1948 mais de toucher un public plus large, celui de tous les anciens. Chose exceptionnelle, on ne percevra pas de cotisation mais les adhérents sont priés de mentionner sur leur bulletin d'adhésion la fraternelle ou fédération à laquelle ils appartiennent déjà. Le but est donc bien le noyautage des grandes associations, et « le revirement d'opinion des patriotes qu'on était parvenu à dissocier du Chef de l'Armée ».

Sans entrer dans le détail, la constitution d'une vaste ligue d'« anciens » léopoldistes passa désormais par trois phases :

1. la *Ligue des Combattants Loyalistes*, une fois l'encombrant Larminier expulsé, adhère au *Groupe National Belge* qui en organise les sections provinciales (novembre 1949);

(49) « Il est décidé que le Général Cardinal ayant pris la présidence des Combattants Loyalistes et travaillant au sein du G.N.B. pour coordonner l'action de tous les anciens combattants, il est maintenant souhaitable que tous nos affiliés l'aident au maximum dans la tâche qu'il entreprend » (P.V. de la réunion du Comité G.N.B. du 17 novembre 1949, documentation des auteurs); *Libre Belgique*, 6-XII-49, p. 2, c. 5; 15-XII-49, p. 4, c. 3; *Nation Belge*, 15-XII-49, p. 2, c. 3; *Septembre*, 11-XII-49, p. 5, c. 2.

(50) *Septembre*, 24-VII-49, p. 2, c. 3-4 et p. 1, c. 5-7, p. 8, c. 5; 4-IX-49, p. 1, c. 3-5, p. 6, c. 1-2; LARMINIER, p. 227.

2. Le groupe de généraux qui forment déjà le comité de patronage de la fort discrète ligue *Yser & Lys* constituent en outre celui de la L.C.L.;
3. en février 1950, les deux ligues fusionnent pour « regrouper en un puissant mouvement l'armée autour de son Chef », étendent leur recrutement aux anciens résistants et échappent au G.N.B. pour se placer dans l'orbite des G.R.U. (*Groupements Royalistes Unis*), l'aile ultra du léopoldisme.

Yser & Lys — *Ligue des Combattants et Résistants Royalistes* est dirigée par les Généraux Jacques Terlinden, Donnay de Casteau, Liénart, Van Parys, Verstraete, les sections provinciales par des généraux et même, à Gand, par l'ex-ministre « apparenté socialiste » Blancquaert. Le Général Beaupain n'apparaîtra officiellement qu'en février 1950 car certains secteurs de la résistance lui reprochent d'avoir refusé, en 1943, de prendre la tête des sabotages militaires en Belgique comme le lui proposait le Gouvernement de Londres ⁽⁵¹⁾.

En étroite liaison avec *Yser & Lys*, une nouvelle organisation, *La Croisade*, est apparue officiellement en juillet 1949 mais avait commencé ses activités auparavant. Ses fondateurs sont Arnold de Looz-Corswarem et le Major Charles Gillis de Sart-Tilman mais en 1950 ses cadres (Cardinal, Morel de Westgaver, Brasseur, l'omniprésent Colonel Van Espen) ne se distinguent guère de ceux d'*Yser & Lys*. Le but est identique : rallier les « anciens » qui « se perdent au mépris de leur propre grandeur dans des divagations aussi sottes qu'incohérentes et discutent (...) bêtement leur Commandant en Chef, Celui-là même avec qui ils ont sauvé la Nation toute entière ». Alors qu'*Yser & Lys* est un mouvement de généraux qui s'est ensuite ouvert à la masse, *La Croisade* joue sur le serment de fidélité que tout officier a prêté au Roi. Par la suite, pour sortir de ce milieu restreint, les rangs de *La Croisade* seront ouverts à tout qui veut prêter un nouveau serment de fidélité et le groupe ne sera plus un mouvement d'« anciens » ⁽⁵²⁾.

Cette prolifération soudaine de ligues de vétérans en 1948-49 ne faisait que refléter, après un long silence, l'impact des polémiques sur les Dix-Huit Jours. En janvier 1949, pendant que la léopoldiste *Libre Belgique* publiait en feuilleton sous le titre « un document inédit et réparateur sur la capitulation de l'Armée Belge en 1940 » les témoignages de l'Amiral Sir Roger Keyes,

(51) *Septembre*, 12-II-50, p. 6, c. 1-2; 19-II-50, p. 6, c. 1-2; *Phare-Dimanche*, 12-II-50, p. 2, c. 6-7; *Libre Belgique*, 23-II-50, p. 2, c. 7; 13-IV-50, p. 2, c. 6; 30-V-50, p. 2, c. 3-7; *Vers L'Avenir*, 23-II-50, p. 3, c. 1-7; *Nation Belge*, 28-II-50, p. 2, c. 4; 14-IV-50, p. 3, c. 7-8.

(52) *Septembre*, 24-VII-49, p. 1, c. 5-7; 28-VIII-49, p. 1, c. 2-3; 5-III-50, p. 8, c. 1; 21-VIII-49, p. 1, c. 4-7; 5-II-50, p. 6, c. 3-7; 12-III-50, p. 6, c. 1. Les papiers personnels de Charles Gillis de Sart-Tilman (1897-1977) sont conservés au CERSGM (PG15) mais ne contiennent rien sur *La Croisade*. Sur le personnage, voir Hervé HASQUIN, *Les attaques contre la Franc-Maçonnerie en Belgique dans l'entre deux guerres dans Visages de la Franc-Maçonnerie Belge du XVIIe au XXe siècle*, in-8°, Bruxelles, 1973, p. 283-296.

sortait de presse le 2e volume des *Mémoires* de Winston Churchill dont les anti-léopoldistes attendaient beaucoup. L'ex-Premier se bornait à reproduire le discours de Paul Reynaud et le sien à la Chambre des Communes le 4 juin 1940.

La polémique était ouverte, d'autant plus que Churchill était attendu en Belgique pour le Congrès du *Mouvement Européen*. Des léopoldistes de poids, comme le Général Jean Boels et le Baron Edmond Carton de Wiart, firent parvenir à Churchill de véritables cours d'histoire exigeant un « commentaire rectificatif ». Sollicité par le Major De Scheemacker, le Général Weygand, mis à mal personnellement par Churchill, se hâta d'expédier le 21 février 1949 un satisfecit à l'Armée Belge et à son Roi ⁽⁵³⁾.

Le 28 février, la *Libre Belgique* annonçait que 70 généraux de mai 40 avaient adressé à Churchill une protestation le sommant de rectifier ses *Mémoires* « sur l'armée belge et sur son Commandant en Chef, Sa Majesté le Roi des Belges ». Parmi les 70 signataires, des grands noms de l'annuaire mais surtout ceux des généraux retraités les plus actifs dans les mouvements léopoldistes Ley, Boels, Boël, Snoy, etc... et l'armature d'Yser & Lys. Comme la lettre devait être remise à Churchill le 26 février, les 70 signatures avaient été rassemblées à la hâte. Par la suite, 22 généraux se joignirent à la lettre qui fut publiée in-extenso le 28 mai 1949, anniversaire de la capitulation, dans la *Libre Belgique* avec de nouveaux noms comme Keyaerts, Tilkens, etc... Dès le début de mars, *Le Peuple* savait que les généraux étaient désormais 92 et publia une caricature insultante les assimilant aux collaborateurs. On remarquait toutefois que le Général Van Strijdonck de Burkel, ancien commandant des forces belges en Angleterre, n'avait pas signé le factum. « Ce n'est pas poli, quand on a été l'hôte de quelqu'un de croquer ses tapis ». Peu soucieux d'intervenir directement dans la question royale, Churchill ne répondit pas, ce qui lui valut quelques ennuis en Angleterre même avec une admiratrice du Roi ⁽⁵⁴⁾.

Mais l'initiative des généraux avait secoué l'apathie des anciens combattants. En avril 1949, l'U.F.A.C. 40-45, de plus en plus contrôlée par des cadres des mouvements léopoldistes (son secrétaire-général est l'ultra Georges Rhodius de *Septembre*) vote une motion se félicitant de voir

(53) *Libre Belgique*, 12-I-49, p. 2, c. 1 au 17-I-49, p. 1, c. 6-8, p. 2, c. 1-2 (le texte de Keyes fut aussitôt publié en brochure in-8° de 32 p. par la Société d'Édition du « Patriote »). *Soir*, 27-I-49, p. 1, c. 1-4, p. 4, c. 6-8; *Peuple*, 14-II-49, p. 1, c. 6-8; 25-II-49, p. 1, c. 8; 27-II-49, p. 1, c. 5, p. 3, c. 8. *Recueil de Documents établi par le Secrétariat du Roi... Addenda*, n° 15, p. 35-37, n° 16, p. 37-41, n° 21, p. 47-57, n° 22, p. 57-58, n° 18-19, p. 43. Le Major De Scheemacker présidait la section française de l'U.N.O.R. belge. *Libre Belgique*, 27-II-49, p. 2, c. 5; *Peuple*, 3-III-49, p. 1, c. 7-8.

(54) *Libre Belgique*, 28-II-49, p. 1, c. 5; 28-V-49, p. 1, c. 5-6; *Recueil de Documents... Addenda*, n° 20, p. 44-47; *Peuple*, 10-III-49, p. 1, c. 1-3; *Libre Belgique*, 12-III-49, p. 2, c. 4-5; LARMINIER, *Les Paladins du Roi*, p. 219 et 225-233. Sur les incidents provoqués par Mrs. Olive Muir, voir *Libre Belgique*, 5-XI-49, p. 1, c. 4-5; *Peuple*, 3-XI-49, p. 3, c. 6.

documents et témoins officiels prouver que l'armée et son Chef ont « rempli avec bonheur » (*sic*) leur mission en mai 40. Cette manifestation coïncidait avec l'enthousiasme provoqué par la visite de la Princesse Joséphine-Charlotte en Belgique ⁽⁵⁵⁾. Dans la foulée, une manifestation d'hommage à l'armée de 1940 fut organisée le 15 mai 1949 au Théâtre Flamand de Bruxelles « par un groupe d'anciens combattants ». Le comité de patronage était composé de généraux commandants de corps d'armée en 1940 et les orateurs furent soit des signataires de la « lettre à Churchill » soit d'anciens combattants authentiques mais qui étaient surtout des membres très actifs des mouvements léopoldistes : William Grisar, le Colonel Van Espen, Albert Hubert, etc... C'est en quelque sorte une dernière répétition avant le lancement d'*Yser & Lys* et *La Croisade* et l'opération d'intégration de la L.C.L. Une fois de plus, Van Strijdonck de Burkel, dont la *Libre* avait cité le nom parmi le comité de patronage, brilla par son absence. L'ordre du jour adopté était cependant bien anodin, réussissant à célébrer l'armée et rendre « un vibrant hommage à son Commandement » sans citer le Roi ⁽⁵⁶⁾.

Une nouvelle impulsion allait être donnée à l'identification Roi-Armée par une nouvelle flambée de polémiques. Le 17 décembre 1949, au cours d'une conférence donnée à Bruxelles sur le rôle futur de l'Allemagne dans la communauté européenne, Robert Schuman, alors Ministre des Affaires Étrangères, crut devoir rendre un hommage public à « l'héroïsme », aux « sacrifices » de l'Armée belge et assurer que « la France, actuellement, mesure et apprécie ».

Schuman a eu soin de ne pas citer le Roi, mais les milieux royalistes ne s'y attardèrent pas, croyant tenir la « réparation tardive sans doute, mais à laquelle l'opinion belge attache d'autant plus de prix » qu'ils réclamaient depuis 1945. Les groupes d'anciens combattants les plus « engagés » dans la défense du Roi (*Fraternelle des Chasseurs Ardennais, Société Générale et Royale des Officiers Retraités, Union Nationale des Croix du Feu*) portent Schuman aux nues, la *Libre Belgique* exulte, l'anti-léopoldiste *Soir* est embarrassé et tient à rappeler que le projet de Consultation Populaire, passé au Sénat et en discussion à la Chambre, ne porte pas « sur la manière dont l'Armée belge s'est comportée en 1940 ». *Le Peuple* va plus loin : le comportement de l'armée n'a jamais, en Belgique, fait l'objet d'aucune critique. Bientôt, les adversaires socialistes du Roi changeront d'avis quand ils se rendront compte de l'utilisation que leurs adversaires font de ce thème de propagande.

Sans doute à la demande du P.S.B., Charles Lussy, député S.F.I.O. du Vaucluse et président du groupe socialiste à l'Assemblée Nationale,

(55) *Libre Belgique*, 20-IV-49, p. 1, c. 7-8, p. c. 1; *Phare-Dimanche*, 8-V-49, ., 2, c. 5-7.

(56) *Libre Belgique*, 8-V-49, p. 5, c. 6; 16-V-49, p. 1, c. 5-6, p. 2, c. 3; *Septembre*, 22-V-49, p. 2, c. 1-5; *Recueil de Documents... Addenda*, n° 22bis, P. 60.

interpellera Schuman sur son discours. Le Ministre affirmera avoir volontairement tu le Roi pour ne pas être accusé d'ingérence dans les affaires intérieures belges.

La *Libre Belgique* allait jeter de l'huile sur le feu en se décidant à publier la réponse de Churchill à la lettre d'Edmond Carton de Wiart du 18 février 1949. L'ex-Premier ne s'était guère pressé. Le 12 mai, soufflant alternativement le chaud et le froid, il se défendait d'avoir jamais formulé la moindre « critique au sujet du courage personnel et de l'honneur du Roi Léopold » mais refusait de modifier les termes qu'il avait employés en 1940 au sujet du conflit Roi-ministres « qui identifiait la capitulation de l'armée belge à la soumission de l'Etat belge à M. Hitler ». Edmond Carton de Wiart lui répondit le 28 mai sur un ton grinçant, lui déniait toute compétence en droit constitutionnel belge « fût-il même fortement pressé par M. Pierlot ». Churchill avait vaguement promis une préface « apaisante et lénitive » à une nouvelle édition de ses *Mémoires*, mais le texte était en fait une accusation nouvelle : « on fit entrer l'armée belge en action si tard qu'elle ne put même pas occuper les positions préparées à l'avance sur sa ligne de front ». Le Roi Léopold lui-même entra dans la polémique et sur son ordre, Jacques Pirenne expédia à Churchill le 3 mars 1950 (à neuf jours de la Consultation Populaire) une lettre cinglante ⁽⁵⁷⁾.

Le discours de Schuman et les mises au point de Churchill avaient mis l'armée de 1940 et son commandement à l'avant-plan et rallumé les vieilles querelles sur les circonstances de la capitulation. Devant la satisfaction des milieux léopoldistes, Paul-Henri Spaak se sentit obligé de se lancer dans la polémique en se plaçant dans un domaine, les opérations militaires, qui ne lui était pas très familier. Dans deux grands éditoriaux à sensation du *Peuple*, il accusait le Roi ne n'avoir rien fait pour faire sauter les ponts de l'Yser et mettre hors d'usage le port de Zeebrugge. La presse royaliste

- (57) *Libre Belgique*, 18-XII-49, p. 1, c. 5-6; 20-XII-49, p. 1, c. 1-2; 22-XII-49, p. 2, c. 4; 26-XII-49, p. 2, c. 3; 21-XII-49, p. 2, c. 2; 19-I-50, p. 1, c. 5-6; *L'Officier Retraité*, jan. 50, p. 9; *Soir*, 18-XII-49, p. 1, c. 3, p. 2, c. 2-3; 22-XII-49, p. 1, c. 7-8. Lettre de Ch. Lussy à R. Schuman du 9 janvier 1950 et réponse du 12 janvier dans *Supplément au Recueil de Documents... 1936-1950*, n° 64/2-3, p. 181-182. La position difficile des socialistes est bien illustrée par les titres des deux articles du *Peuple* consacrés au discours de Schuman et à ses suites : 21-XII-49, p. 3, c. 7 « Juste hommage à l'Armée belge » et 22-XII-49, p. 3, c. 6 « Un mensonge quotidien ».
- (58) *Recueil de Documents... Addenda*, n° 22/2, p. 58-59, n° 22/3, p. 59-60; *Libre Belgique*, 23-I-50, p. 1, c. 3-4. Lettre de J. Pirenne à W. Churchill au nom du Roi, 3 mars 1950 (*Supplément au Recueil...*, n° 76, p. 206-207) : « ...Le Roi exprime Sa profonde stupéfaction devant cette allégation dont le caractère est tel qu'on va jusqu'à se demander si la version qui en est donnée est bien conforme à votre pensée. On pouvait espérer, la lumière ayant été faite sur la campagne des 18 jours, que vous auriez tenu à reviser loyalement le jugement qui a pu être le vôtre au moment des faits. Il faut constater, à regret, que cet espoir est déçu... Le Roi estime qu'il n'est pas possible que de semblables contre-vérités continuent à être répandues. C'est pourquoi le Roi vous prie de bien vouloir vous expliquer au sujet de votre affirmation qui suscite dans notre pays une profonde déception, et une si pénible impression et qui est de nature à discréditer la Belgique dans le monde entier... »